# DE MUSY A LENINE EN PASSANT PAR LE COL DE JAMAN!

# - Première partie -



"A l'occasion du centenaire de la Révolution d'Octobre 1917, il me plaît d'évoquer la dimension régionale d'un événement d'envergure mondiale qui fut l'épisode le plus déterminant du siècle passé. Cela peut être dit en relatant l'histoire de deux personnalités que tout sépare. L'un fut conseiller fédéral catholique ultra conservateur, l'autre a été l'instigateur de la Révolution bolchévique. Mais les deux hommes sont passés par le même chemin au pied de la Dent de Jaman, sur la ligne de partage des eaux Rhin/Rhône. Le premier pour capter l'énergie du lieu pour en faire le combat de sa vie contre le socialisme et le communisme. Le second, émerveillé par la beauté de ce lieu magique"

## **Jean-Marie Musy:**

Il a vu le jour le 10 avril 1876 à Albeuve, un village de la Haute Gruyère. Une agglomération, à l'époque pittoresque, constituée de vieilles maisons en bois, serrées les unes contre les autres, avec des toits imposants en auvent couverts de tavillons. Il a trois mois, lorsque le village est ravagé par un terrible incendie, le 20 juillet 1876. 160 bâtiments furent détruits, parmi d'autres, celui de son père, l'Hôtel de l'Ange. Cet événement restera gravé pour longtemps dans la mémoire collective du lieu. L'auberge du père fut reconstruite, mais le village a été rebâti à la va-vite, les anciennes demeures étant remplacées par des bâtisses en maçonnerie, sans originalité. Le 18 septembre 1883, Jean-Marie fut confirmé dans la nouvelle église du village. Un imposant édifice réalisé en pierre de taille et consacré, ce jour-là, par l'évêque de Fribourg. Son père l'emmenait souvent dans les montagnes environnantes pour lui faire découvrir et apprécier le charme rustique de l'existence des armaillis. Toute sa vie, il se souviendra du jour où son père l'emmena à Vevey, sur son char, voir la Fête des Vignerons de 1889.

Après cette enfance heureuse, imprégnée par l'imagerie d'une Gruyère romanesque, alpestre et patriarcale, le jeune Musy commença ses études. De l'école primaire d'Albeuve à l'Université de Fribourg, la République chrétienne lui dispensa une instruction forgée par un régime conservateur et populiste, marqué par la défaite de la guerre civile de 1847. Son parcours académique débuta par le Pensionnat Saint-Charles à Romond, le Collège Saint-Michel de Fribourg, un séjour dans un autre canton catholique, au Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice, avant d'entrer en faculté de Droit à l'Université de Fribourg. Sa licence obtenue, il compléta sa formation d'avocat par un complément d'étude à l'Université de Berlin et celle de Munich, avant de trouver un premier emploi au Ministère public du canton de Fribourg. Il termina sa formation de juriste par des stages à l'Université de Leipzig et celle de Vienne en 1902. Son brevet d'avocat en poche, Musy ouvrit un cabinet à Bulle en 1906, et se maria la même année. Cette union entre un terrien catholique, docteur en droit et la fille d'un ancien officier de l'armée pontificale, d'une famille bourgeoise anoblie par le pape, lui permettra d'établir des liens particuliers avec les élites catholiques européennes, opposées à la montée en puissance du socialisme.

Sa carrière politique se singularisa par une ascension très rapide à la tête de la République chrétienne. Elu au Grand Conseil fribourgeois en 1911, grâce à l'appui de l'homme fort du régime, Georges Python. La même année, il était nommé par cette instance au Conseil d'Etat. Déjà à la tête du Crédit Gruérien, qu'il avait sauvé de la faillite, on lui confia les finances de l'Etat et il devenait président de la Banque d'Etat de fribourg. Dans ce canton, en proie au questionnement sur son retard économique par rapport aux cantons protestants, Musy essaya d'y apporter des réponses appropriées à son époque. Ses séjours en Allemagne lui avaient ouvert les yeux sur la modernité. Mais il se méfiait de la grosse industrie de la vapeur, forcement diabolique aux yeux des conservateurs catholiques, alimentée par les grands charbonnages qui avaient besoin de la collaboration du prolétariat pour prospérer. Il avait la conviction que la multiplication de ces grandes usines, favorisait l'hégémonie du socialisme. Pour lui la solution résidait dans le développement de l'électricité, permettant ainsi l'essor de l'artisanat dans son canton. De petites entreprises, paternalistes, dans un quadrillage rural contrôlé par le clergé. Au début de l'année 1914, il fut élu à la présidence du Conseil d'Etat. En octobre il rentrait au Conseil national sous la bannière du parti conservateur populaire suisse, le PCPS, aujourd'hui le PDC.

L'été 1914 va rester dans la mémoire collective de l'humanité comme le commencement de la guerre. Des opérations militaires de courte durée et sans bouleversement majeur pour l'ordre mondial établi par les puissances coloniales. C'est le contraire qui arriva. Du jour au lendemain, l'industrie comme le tourisme furent touchés de plein fouet par le début des hostilités. L'essor économique de la Suisse était soutenu par les échanges commerciaux avec l'Europe et la Russie. Privés du revenu des droits de douane, la Confédération devait faire face à une explosion des dépenses militaires. Cette situation désespérée allait provoquer des tensions sociales d'une ampleur insoupçonnées jusque-là, en Suisse. Musy, qui avait aussi été nommé au Conseil

d'administration de la Banque nationale suisse, était favorable à un programme d'austérité des finances fédérales. Cette orthodoxie de la BNS favorisa une inflation galopante, difficilement supportable pour une partie toujours plus grande de la population. A la perte de gain des ouvriers mobilisés, s'ajoutait le manque de bras pour ramasser les récoltes dans la paysannerie. La famine n'était pas loin. Cette misère était propice au prosélytisme socialiste. S'y ajoutait encore une division entre les Romands, favorables aux forces de l'Entente, et les Alémaniques qui manifestaient de la sympathie pour l'Allemagne. En 1915, un scandale éclata dans la Banque de l'Etat de Fribourg, administrée par Musy. Des valeurs belges auraient été cachées dans cet établissement par les Allemands. qui avaient attaqué ce pays neutre. Ces accusations, fomentées par la presse d'opposition, n'eurent pas d'effet sur sa carrière, faute de preuves probantes. Par contre, les grèves se multipliaient aussi vite que le mécontentement populaire grandissait. En 1917, la grève de l'usine d'aluminium, à Chippis, emmenée par un abbé, ébranla le clergé d'un canton pourtant connu pour son conservatisme catholique.

La carrière politique de Musy prit une véritable envergure nationale avec le déroulement des événements de 1918. Lénine avait quitté la Suisse l'année précédente et se trouvait maintenant à la tête du pouvoir à Moscou. La signature d'une paix séparée entre les Bolcheviks et l'Allemagne à Brest-Litovsk, fut considérée comme une trahison parmi la classe ouvrière francophile. En septembre, à Zurich, au cœur de la place financière suisse, avec des coffres forts bien garnis par les capitaux en fuite, provenant des pays en guerre, les employés de banque se mirent en grève. L'Etat bourgeois était menacé dans ce qu'il avait de plus précieux, la renommée de sa place financière. Cet épisode de la lutte des classes, marqua Musy pour le restant de sa vie. Après la stupeur, l'action. L'armée fut immédiatement dirigée sur le centre de Zurich pour rétablir l'ordre et briser le mouvement, avant qu'il ne s'étende à d'autres secteurs. Ces événements ont aussi inquiété les forces de l'Entente qui l'avaient fait savoir au Conseil fédéral. Deux mois plus tard le comité d'Olten, que Musy qualifiait de «soviet», appelait à la grève générale. Celle-ci fut déclenchée le jour où l'armistice fut signé, le 11 novembre, dans les environs de Paris. Une nouvelle fois l'armée fut immédiatement réquisitionnée sur tout le territoire. Une partie importante des troupes provenait des régions rurales du pays et les soldats fribourgeois furent principalement engagés à la protection du Palais fédéral. Musy ne fut pas peu fier du rôle joué par le régiment de son canton, constitués pour l'essentiel de paysans. Le 10 décembre, sous la coupole du Palais fédéral, il prononça un mémorable discours patriotique et démagogue, qui rendait hommage aux paysans-soldats qui avaient été engagés pour rétablir l'ordre. Venus des cantons catholiques de la Suisse rurale et fédéraliste, pour sauver l'Etat central construit par les Radicaux protestants, a-t-il dit. Il accusa aussi les Socialistes suisses de trahison, alors même qu'ils furent déjà accusés de l'avoir fait contre la classe ouvrière, en rejoignant l'Union sacrée avec la bourgeoisie en 1914. Son discours historique lui ouvrit tout droit les portes du Conseil fédéral.

La guerre était terminée, mais en Allemagne c'était la guerre civile. Les comités de soldats-ouvriers, les «soviets», aux yeux des propriétaires des biens de production, avaient pris le pouvoir et le Kaiser avait trouvé refuge en Hollande. De Moscou, Lénine appelait à la révolution mondiale contre la bourgeoisie. Pour Musy, il ne faisait aucun doute que la grève générale de l'année précédente, dans notre pays, s'inscrivait dans cette perspective. Avec ses capacités oratoires hors du commun, une plume acérée et une ruse de chasseur, qu'il avait acquise dans les montagnes de sa Gruyère natale, il se lança dans une lutte sans merci contre les agitateurs qui menaçaient l'ordre public établi par les bourgeois. Il divulguait aussi un message xénophobe, en affirmant que les meneurs, responsables des troubles de 1918, étaient des ressortissants étrangers à qui il fallait retirer leur nationalité suisse. Le 11 décembre 1919, à l'âge de 43 ans, il était devenu le premier conseiller fédéral de son canton. Il fut nommé à la tête du département fédéral des finances.

Bien que les finances de la Confédération étaient plombées par la dette de la mobilisation, les années 20 furent marquées par une reprise des échanges commerciaux et l'essor de la place financière helvétique, dus principalement aux gages de stabilité démontrés pendant la période de guerre. L'électrification des lignes de chemin de fer fut décidée pour s'affranchir de la dépendance au charbon provenant de l'étranger. L'industrie des machines avait pris un nouvel élan et avait besoin de bras. Les syndicats étaient devenus puissants par une augmentation considérable du nombre d'adhérents. Il était temps d'assurer la stabilité intérieure par le développement des assurances sociales, l'une des principales revendications de la grève générale de 1918. Musy, comme le clergé d'ailleurs, en avait pris conscience. Il fallait y répondre d'une manière appropriée, pour éviter que la classe ouvrière ne succombe à la popularité des idées socialisantes. La création des syndicats chrétiens dans les cantons catholiques fut l'une des solutions choisies. Mais pour Musy, la priorité du moment c'était la rigueur budgétaire et le soutien au franc fort, qui garantissait l'attractivité de la place financière suisse, quitte à sacrifier des emplois dans l'industrie d'exportation. Il préconisa des mesures déflationnistes, comme la baisse de salaires, l'allongement des heures de travail et la diminution du prix à la production dans l'agriculture. Les paysans manifestèrent leur mécontentement par la menace d'une initiative fédérale. Les socialistes l'accusaient de mener une politique des caisses vides. Finalement ce fut le PS qui lança une initiative fédérale pour l'imposition des grandes fortunes suisses. Musy fut saisi d'une immense angoisse à l'idée que le monde paysan, qu'il aimait tant, puisse s'approcher des socialistes sur des propositions fiscales qui pourraient déstabiliser la place financière helvétique. Le voilà, une nouvelle fois, en campagne contre la gauche. Il développera toute sa verve pour dire tout le mal qu'il pensait de cette idée d'imposition des riches. Il accusa les socialistes de vouloir introduire le bolchévisme en Suisse et la collectivisation dans les campagnes. Son message démagogue avait fait mouche dans l'opinion publique. L'initiative fut rejetée à une écrasante majorité par le peuple et les cantons en décembre 1922.

Musy pensait qu'il pourrait contenir la propagation du socialisme et du communisme par l'introduction de l'AVS. Mais, il était intransigeant sur la forme. Pas d'assurance sociale étatique, financée par un impôt fédéral direct qui menacerait le fédéralisme, auquel il état farouchement attaché. Le bloc bourgeois était divisé sur cette question. Une première tentative de financement fut soumise au peuple avec l'initiative d'un radical bâlois, Christian Rothenberger. Son initiative, soutenue par le parti socialiste, fut sévèrement combattue par les conservateurs et Musy s'était, à nouveau, déchainé contre un projet qui aurait été favorable aux socialistes. Cette première tentative d'introduire une assurance sociale en Suisse se solda par un double refus du peuple et des cantons en mai 1925. Toutefois, le projet d'un article constitutionnel pour l'introduction de l'AVS, proposé par le Conseil fédéral, fut accepté, par une large majorité du peuple suisse, en décembre 1925. Cependant, la loi d'application pour financer l'introduction de l'AVS se heurta à une nouvelle guerre de tranchée entre les conservateurs et les réformateurs. Le projet resta bloqué jusqu'en 1930, année ou la réforme du régime des alcools fut acceptée par le peuple. Une nouvelle victoire d'étape pour l'introduction de l'AVS. Ironie du sort pour Musy, cet homme antiétatique et libéral, l'article constitutionnel allait renforcer le monopole de la Confédération! Les cantons catholiques et les paysans n'avaient pas apprécié. Musy avait bénéficié d'un soutien populaire affirmé pour son engagement contre les ravages l'alcoolisme dans les campagnes et parmi la classe ouvrière. La chanson Guerre à l'alcool de l'abbé Bovet marqua aussi les esprits. En juin 1931, Les Chambres fédérales acceptaient le projet de loi de l'AVS du Conseil fédéral. Mais Musy, sans se déclarer publiquement contre, avait préparé son échec, estimant que la situation comptable de la Confédération n'était pas favorable. Un référendum fut lancé par les milieux conservateurs, proches du conseiller fédéral. Les cantons catholiques, la paysannerie et l'artisanat luttèrent contre, alors qu'une partie de radicaux ainsi que la gauche s'étaient mobilisée pour le projet. Musy réussi aussi à convaincre le peuple que ce n'était pas le moment. L'AVS fut refusée le 6 décembre 1931 par la majorité des votants.

La misère des campagnes et celle des ouvriers était propice au renforcement du rôle de l'Etat. Les paysans réclamaient des mesures protectionnistes contre les produits importés et la gauche voulait un contrôle du prix du pain. L'idée d'un monopole du blé, comme pour l'alcool ou le tabac, divisait le bloc bourgeois et ravivait l'angoisse de Musy, à la tête du département fédéral des finances. Dans son esprit, la pérennisation du régime du blé, instauré pendant la guerre, équivaudrait à la bolchévisation de la Suisse et à la collectivisation de l'agriculture. Il mobilisa toute son énergie contre ce projet constitutionnel. Le Conseil fédéral étala en public sa division sur la question. Ce n'était pas le seul. L'industrie d'exportation et les banques étaient aussi opposées au monopole de l'Etat central et sa bureaucratie. Finalement, l'article constitutionnel sur le blé est refusé par la double majorité du peuple et des cantons, en décembre 1926. Nouvelle victoire de Musy, mais les paysans furent, encore une fois, fâchés contre lui.

A Moscou, Staline avait succédé à Lénine, mort en 1924. Il poursuivait le programme d'alphabétisation et d'industrialisation intensive, initiés par son prédécesseur. En Suisse, le patronat de l'industrie d'exportation était attiré par la perspective de nouveaux marchés. Au Conseil fédéral, Musy était farouchement opposé à l'idée d'une normalisation des échanges commerciaux avec l'URSS. On ne peut comprendre l'état de nos relations avec la Russie soviétique, sans évoquer l'épisode emblématique de «l'affaire Vorovski». Imaginez la scène: en avril 1923, la Suisse accueillait à Lausanne une conférence internationale qui devait déterminer les nouvelles frontières et les droits maritimes entre les puissances militaires qui s'étaient affrontées dans le détroit du Bosphore pendant la Première Guerre mondiale. La jeune URSS n'était pas invitée à la table des négociations, alors même que le détroit des Dardanelles donnait un accès direct à la mer Noire et aux ports de la côte soviétique. Lénine, par l'intermédiaire de son commissaire du peuple aux affaires étrangères, décida d'y envoyer une délégation gouvernementale, chargée de lui rapporter la nature des discutions et les décisions qui devaient être prises par les puissances coloniales et victorieuses, en 1918. La Confédération helvétique, qui n'avait plus de relations diplomatiques avec la Russie depuis les événements de 1917, refusa le statut officiel à la délégation soviétique. Ses membres furent l'objet de brimades et de menaces, relatées par la presse locale, qui entretenait une aversion manifeste contre les bolcheviks. Les émissaires russes étaient descendus à l'Hôtel Cécil (aujourd'hui, clinique du même nom) lorsque, ce 10 mai 1923, les délégués soviétiques furent victimes d'un attentat. Vatslav Vorovski, chef de la mission, qui faisait partie de l'entourage de Lénine, fut assassiné dans le salon principal et ses deux autres collègues furent gravement touchés, par un feu nourri de l'assaillant. La nouvelle fit les grands titres de la presse internationale et l'URSS exigea des excuses de la part de notre pays.

L'embarras du Conseil fédéral était certain lorsque l'identité de l'assassin fut connue, après son arrestation par la police vaudoise. Il s'agissait d'un citoyen suisse de Russie, Moritz Conradi, ancien officier de l'Armée blanche qui avait combattu contre l'Armée rouge pendant la guerre civile qui avait fait suite à la révolution russe, entre 1918 et 1922. Le conseiller fédéral en charge des affaires étrangères, à cette époque, le Tessinois Giuseppe Motta, démocrate-chrétien et viscéralement anti-communiste comme Musy, estima que notre pays n'avait eu aucune obligation d'assumer la sécurité de la délégation soviétique qui n'était pas invitée officiellement à la conférence de Lausanne. Moscou protesta énergiquement contre la lâcheté des autorités suisses. Mais le pire était à venir quant à l'issue du procès, qui fut instruit par la justice vaudoise et suivi par une meute de journalistes, venus du monde entier. La défense du prévenu, confiée à un éminent avocat genevois, Théodore Aubert, connu pour son militantisme anti-bolchévique, était parvenue à l'acquittement de l'assassin!

La réplique du gouvernement soviétique fut immédiate: interdiction d'entrée et de sortie des ressortissants suisses en Russie et boycott des produits helvétiques. Les bolcheviks se vengeaient en confisquant les propriétés viticoles des vignerons vaudois qui étaient restés sur les bords de la mer Noire, après 1917.

Chez nos voisins, la situation était inquiétante. La France était paralysée par des grèves générales, en Italie, Mussolini avait pris le contrôle de la classe ouvrière par le corporatisme autoritaire et l'Allemagne vivait dans l'agonie de la République de Weimar. Quant au gouvernement suisse, il se faisait du souci à propos de son voisin oriental, l'Autriche de Dollfuss. Musy le considérait comme un faible, incapable de faire face aux communistes, particulièrement à Vienne. En proposant l'annexion du Vorarlberg, pour en faire un rempart alpin contre le bolchévisme, Musy provoqua un nouveau scandale politique qui le gratifiait d'une cote de popularité à la hausse. Pour la deuxième fois, il fut élu président de la Confédération, en 1930. Le 16 juin de cette année-là, Musy fut victime d'une tentative d'assassinat dans une rue de la capitale. Celui qui lui en voulait à sa vie était un marchand de céréales en difficulté. Musy reçut un abondant courrier de soutien et la sympathie de Heinrich Wechlin, fondateur du Front fédéral. Le 1er août, à Genève, il prononça un discours édifiant sur les menaces contre la démocratie suisse. La «socialisation rampante» doit être combattue par un réarmement moral de la patrie, il fallait réformer la démocratie libérale par une démocratie disciplinée, affirma-t-il. Son discours historique lui valut les félicitations personnelles de Mussolini, de Théodore Aubert, qui s'était illustré dans le procès Conradi et le soutien de son ami, l'aristocrate catholique fribourgeois, Gonzague de Reynold. Pour le 10ème anniversaire de la victoire polonaise contre l'invasion bolchévique de son territoire, il invita Jean Modzelewski, ministre de Pologne, à Berne, sans l'assentiment de ses collègues du Conseil fédéral. Musy, grisé par son succès d'estime, marquait d'une dimension internationale, son engagement anticommuniste pour un pays catholique, frontière avec la Russie soviétique. Maintenant, fort du soutien des milieux ultraconservateurs, il pouvait s'appuyer sur des organisations ouvertement antidémocratiques comme la Ligue Aubert et le Front National suisse, de Hanz Vonwyl. Au sein du Conseil fédéral, il était perçu de plus en plus comme un franc-tireur. Au gouvernement, les désaccords sur les réponses à fournir à la population, victime d'une crise économique qui s'étendait dans toute l'Europe occidentale, favorisaient le sentiment de faiblesse de la démocratie libérale. A Bulle, le 13 novembre 1932, Musy saisit l'occasion de l'inauguration du monument aux soldats gruériens, morts au service de la patrie en 1914-18, pour dramatiser les tragiques événements survenus à Genève quelques jours plus tôt. Il ne manqua pas l'occasion d'attribuer la responsabilité de la manifestation du 9 novembre aux bolcheviks de Moscou. Il se félicita du rôle joué par l'armée qui avait, selon lui, rétabli le calme d'une façon exemplaire. Le colonel divisionnaire Roger de Diesbach, qui s'était illustré dans le rétablissement de l'ordre lors des événements de 1918, se prononça également pour un engagement accru de l'armée pour le maintien de l'ordre bourgeois. En 1934, la Suisse et la Russie soviétique connurent une nouvelle crise au sujet de la Société des Nations (SdN). Notre pays, qui était déjà membre de cette organisation internationale, établie à Genève, s'opposa catégoriquement à la demande d'adhésion de l'URSS. Giuseppe Motta prononça un discours enflammé contre cette idée et fit le procès du bolchévisme devant l'assemblée générale de la SdN. Les propos du conseiller fédéral eurent pour effet une rupture complète des relations entre les deux pays pour longtemps!

Cette même année fut celle de la radicalisation politique du premier conseiller fédéral du canton de Fribourg, lorsque le peuple suisse refusa la loi fédérale sur la protection de l'ordre public, le 11 mars. Le référendum avait été lancé par les socialistes encore marqués par la répression sanglante de l'armée, à Genève. Musy utilisa ce refus populaire pour présenter un véritable ultimatum à ses collègues du Conseil fédéral. Soit ils le suivaient dans un projet de redressement national autoritaire, soit le collège gouvernemental démissionnait en bloc, suite au désaveu populaire. Du jamais vu dans l'histoire de la démocratie suisse! Les mouvements de rénovation nationale se réjouissaient de cette crise institutionnelle. Après plus d'un mois de tensions suprêmes au Palais fédéral, Musy fini par démissionner tout seul. La décision du ministre des finances fut accueillie avec stupeur par l'opinion publique en général et à la grande satisfaction des communistes et des socialistes en particulier. Sur les places financières de Londres et de New York, la crainte d'une dévaluation du franc suisse était grande. En Autriche, Dollfuss avait liquidé la démocratie parlementaire libérale. Le 1er mai, Musy quittait le Palais fédéral pour son château de Middes, dans la campagne fribourgeoise. Mais sa carrière politique ne fut pas terminée pour autant. Il enchaîna par une tournée de conférences, organisées par l'Entente internationale contre le communisme, présidée par son ami Théodore Aubert. Puis il se lança dans le soutien à l'initiative pour la révision totale de la Constitution fédérale, lancée par les révisionnistes et les partisans de l'«ordre nouveau» qui s'installait en Europe. Il avait aussi le soutien d'activistes tel que le colonel vaudois, Arthur Fonjallaz, qui avait fondé le parti fasciste suisse, à Rome. Deux hauts gradés de l'armée suisse, de retour d'une mission en Italie, Henri Guisan et Roger de Diesbach, firent part également de leur enthousiasme pour le «miracle mussolinien». En décembre 1934, le Comité d'action pour l'universalité de Rome (CAUR) choisissait la ville de Montreux pour son congrès, où vivait une importante communauté italienne. En fin d'année, Musy retournait à Berne comme conseiller national!

En 1936, la guerre civile d'Espagne et l'arrivée à Matignon de Léon Blum renforçaient l'idée que se faisait Musy sur ces événements. Pour lui, Staline préparait la déstabilisation des démocraties occidentales, ce qui lui éviterait, pensait-il, une nouvelle guerre entre l'Allemagne et la Russie. Musy déplorait aussi les sanctions infligées à l'Italie, après son intervention militaire en Ethiopie, par la Société des Nations, qui avait aussi accepté l'adhésion de l'URSS deux auparavant. A l'occasion de l'inauguration de la nouvelle église de Grandvillard, Musy, dans un discours de circonstance, ironisa sur le fait que l'édifice religieux de la Haute-Gruyère aurait une existence plus longue que la SdN, dans son somptueux palais genevois. L'Italie apprécia particulièrement les propos de l'ancien conseiller fédéral. Parmi les sympathisants du nouveau régime transalpin, il n'y avait pas que des catholiques. Les élites vaudoises et protestantes étaient également séduites par les pratiques fascistes qui mettaient entre parenthèses la lutte des classes. En 1937, l'Université de Lausanne, avec le consentement du Conseil d'Etat, honorait Mussolini de sa plus haute distinction, en lui décernant le prix «Honoris causa»!

Les sanctions économiques contre l'Italie eurent pour conséquence un renforcement de l'axe Rome-Berlin. Avec la «Convention du Gothard», signée par la Confédération en 1909, l'Allemagne et l'Italie disposaient d'une liaison ferroviaire qui remplissait un rôle stratégique de première importance pour ces deux régimes autoritaires. La Confédération se refusa d'introduire l'interdiction du parti communiste, pour ne pas créer une nouvelle crise politique avec l'URSS. Toutefois, plusieurs cantons romands avaient déjà prononcé l'exclusion des communistes sur le plan politique. En février 1936, l'assassinat de Wilhelm Gustloff, le chef de la section suisse du parti national socialiste allemand, à Davos, par un activiste juif, révéla au grand jour l'importance de l'infiltration du Nationalsozialistische Schweizerische Arbeiterpartei (NSSAP) en Suisse. Plus de cinquante chefs nazis suisses se rendirent aux funérailles nationales, organisées par Hitler en Allemagne, pour honorer la mémoire de son ami et fidèle collaborateur. Cet épisode, dans nos relations avec le grand voisin du nord, choqua profondément l'opinion publique suisse. Le Conseil fédéral fut très embarrassé par cet événement, qui montrait à la face du monde, les Américains et les Anglais en particulier, la complaisance de certains milieux helvétiques avec le régime hitlérien. Une autre affaire envenima les relations entre Berne et Berlin. Un jeune neuchâtelois, Maurice Bavaud, de confession catholique, s'était rendu à Munich afin d'assassiner Hitler. Sa tentative échoua et il fut emprisonné. A l'issue de son procès, l'Allemagne proposa de l'échanger contre un de ses espions détenus par la Suisse. Berne refusa et Bayaud fut exécuté.

Pour contrer la propagande communiste diffusée par la République Socialiste Soviétique, Musy décida de se lancer dans une réalisation cinématographique de grande envergure. Avec la participation de ses connaissances, comme Franz Riedweg, un Suisse qui avait rejoint les SS en se mariant avec la fille d'un maréchal de la Wehrmacht et de Heinrich Weschlin, qui avait fait un stage d'une année dans une école de propagande allemande, Musy s'engagea dans la production d'un film emblématique contre le bolchévisme: La peste rouge. Ce film fut réalisé, en partie, dans les studios de la Bavaria à Munich, entre 1937 et 1938. Il avait aussi mis en scène les membres de sa famille, notamment son fils aîné, alors officier dans l'armée suisse. Enfin quelques scènes furent également tournées dans le haut-valais, à la gloire des valeurs ancestrales qui avaient perduré grâce à la paysannerie alpestre. La première projection du film eu lieu à Fribourg, au cinéma Capitol, le 22 octobre 1938, devant un public trié sur le volet. Des projections du film ont été organisées en Gruyère, par les sociétés militaires. A l'occasion d'un voyage en Espagne, avec son ami, l'industriel du tabac Henry Burrus, Musy avait fait don d'une copie de son film au général Franco. Mais l'œuvre cinématographique de sa vie avait du mal à convaincre, même parmi les milieux conservateurs catholiques, alors que le pacte germanosoviétique fut conclu entre Ribbentrop et Molotov, à Moscou, le 23 août 1939. Désormais, ce n'était plus Staline qui faisait peur à la grande majorité du peuple, mais Hitler. A Berlin, l'ambassade de la Confédération helvétique se trouvait à deux pas du Reichstag et le Führer considérait la Suisse, ou du moins sa partie germanophone, comme une province du IIIème Reich. Le premier septembre, son armée envahissait la Pologne sans déclaration de guerre.

Musy, obstiné dans sa lutte contre le socialisme et le communisme, avait tissé des relations si compromettantes avec cette puissance étrangère, qu'il ne fut pas réélu au Conseil national lors des élections de l'automne 1939. Sa carrière politique s'achevait d'une façon lamentable. Ironie de l'histoire, lui, qui voulait l'interdiction des activistes bolchéviques en Suisse, se trouvait désormais sous surveillance de la police fédérale, une première pour un ancien conseiller fédéral. La défaite française de juin 1940, suivie de l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, donnaient l'occasion, à la mouvance d'extrême-droite d'affirmer qu'il était illusoire de s'opposer à l'avènement d'une nouvelle Europe fasciste, alors que la France de Vichy s'était engagée dans une collaboration active avec Rome et Berlin. Pour Musy, pas de doute, s'aligner à l'ordre nouveau permettait de constituer un front contre le communisme athée et la franc-maçonnerie, qui avaient ruiné l'influence catholique de l'ancien empire austro-hongrois, à la frontière de la Russie soviétique. N'oublions pas aussi le fait qu'il avait suivi une éducation ultraconservatrice, bercée par un antijudaïsme de circonstance. Il fonça immédiatement à Vichy pour proposer son film, La peste rouge, au maréchal Pétain. Une adaptation française de son film, sortit dans les salles de l'Hexagone, avec un nouveau titre: Vous avez la mémoire courte, par le régime de Vichy. Avec l'aide de ses anciennes relations d'affaire, établies lorsqu'il était ministre des finances, Musy se lança dans la publication d'une revue de propagande, La Jeune Suisse. Cette publication helvétique, d'un pays non aligné, comme la Suède, le Portugal, l'Espagne et la Turquie, permettait aux Allemands de diffuser leur propagande en faisant croire que c'était le point de vue d'un pays neutre. Ainsi, l'ancien président de la Confédération remplissait un rôle de première importance comme le prouvaient ses déplacements fréquents entre Vichy, Rome et Berlin. Dans la capitale du Grand Reich, Musy avait ses habitudes à la Wilhelmstrasse où il était reçu par Himmler ou d'autres dignitaires nazis. Les voyages de Musy, avec son passeport diplomatique, étaient connus. Plusieurs rapports avaient été adressés par les services secrets de la Confédération au Conseil fédéral. Mais celui-ci affirmait qu'il n'était pas nécessaire de retirer la pièce d'identité de leur ancien collègue, étant donné que le Conseil fédéral l'avait placé sous surveillance.

Au cœur du réduit national, à Gstaad, dans un chalet, propriété des Musy, des activistes d'extrêmes-droites réfléchissaient sur la manière de se débarrasser de l'influence parlementaire judéo-maçonnique, en vue d'un alignement de notre pays à l'ordre nouveau, dans une Europe sous domination allemande. Mais le cours de l'histoire changea lors de l'hiver 1942-43, lorsque l'Armée rouge infligea la première défaite militaire à l'Allemagne. En juillet, les troupes Anglo-américaines débarquaient en Sicile, Mussolini et Hitler se trouvaient pris en tenaille par les forces alliées. Pour Musy et bien d'autres, il était temps de changer de discours. L'ancien conseiller fédéral, opportuniste et rusé, partageait l'idée d'une paix séparée entre les Américains et l'Allemagne, qui se retourneraient contre les forces armées de Staline. Ces relations personnelles avec le régime hitlérien lui valaient l'audace de proposer ses services, pour des missions humanitaires dans les pays d'Europe centrale occupés par les nazis.

La contribution des pays neutres à l'effort de guerre des Allemands interdisait tout compromis de la part des alliés et de l'URSS, en particulier. La Suisse, par sa position centrale, joua un rôle important, mettant à disposition son réseau ferroviaire, son industrie et ses banques aux services de Berlin, Rome et Vichy. En échange de la bienveillance de Madrid, Lisbonne et Buenos Aires, notre pays évita l'asphyxie de son économie et de sa population, en pouvant s'approvisionner depuis les ports de la Méditerranée avec des convois ferroviaires, autorisés par l'Etat-major des forces allemandes établi à Lyon. Les services de renseignements des armées alliées dressèrent une liste impressionnante des prestations fournies par les grandes firmes industrielles helvétiques. Livraison d'électricité au sud de l'Allemagne, d'aluminium pour l'aviation, des moteurs diesels, des locomotives, des machines outils, des roulements à billes, très recherchés par l'industrie de l'armement et des produits chimiques. Dès 1944, des négociations furent entreprises avec le Conseil fédéral pour faire arrêter ce commerce. Sans succès apparents, les alliés bombardèrent des installations ferroviaires à proximité de la frontière suisse, vers Bâle et Schaffhouse. Notre pays était sous pression, notamment par le fait que le général Guisan avait rassuré Berlin qu'il repousserait une invasion militaire alliée, sur le flan sud des Alpes. Dans ce contexte, où le Conseil fédéral devait suivre une ligne de conduite conciliante entre les belligérants, afin d'éviter que le théâtre des opérations finisse par se jouer sur notre territoire, Musy redevenait un personnage fréquentable, aux yeux de ses anciens collègues.

Saisissant l'occasion de redorer son blason, il proposa la mise en scène d'une vaste opération de sauvetage des Juifs encore vivants dans les camps de concentration nazis. Un Comité d'action pour la libération des Israélites s'était constitué à Montreux. Un accord fut établi entre Musy et l'Union des rabbins orthodoxes des USA pour le financement de la rançon que les Allemands exigeaient. Une somme de 20 millions de francs suisses de l'époque devait être provisionnée, pour la libération de 300 000 Juifs. Avec son fils aîné, Musy effectua plusieurs voyages vers Berlin pour rencontrer Walter Schellenberger, chef du contre-espionnage qui connaissait bien son homologue suisse, le colonel Masson et le chef de l'armée, le général Guisan. Sur le front de l'Est, Schellenberger avait déjà fait exécuter 3,5 millions de Juifs et de commissaires politiques bolchéviques par les Einsatzgruppen. Le 15 janvier 1945, en Forêt-Noire, lors d'une rencontre discrète mais décisive, Hilter étant maintenu dans l'ignorance de ce rendez-vous, Himmler avait donné son accord, parce que Musy l'avait convaincu que cette opération serait fortement médiatisée, afin de préparer l'opinion publique américaine à un retournement d'alliance pour combattre contre les Soviétiques. Dans le chaos d'une Allemagne à l'agonie, un seul train, avec 1200 Juifs, arriva jusqu'à la frontière suisse, le 7 février. La prise du Reichstag par l'Armée rouge, dans la nuit du 30 avril au 1er mai, dans les ruines de Berlin, fut vécue comme un véritable cauchemar par ceux qui avaient combattu toute leur vie contre le communisme. De surcroit, le bâtiment de l'ambassade suisse avait servi de quartier général aux officiers russes pour l'assaut final contre le Troisième Reich.

Voilà le travail! Une génération a été sacrifiée dans les opérations militaires les plus brutales que l'humanité n'avait jamais connues. En Europe, 39 millions de morts, dont 26 millions de victimes rien que pour la Russie. L'offensive soviétique contre le Troisième Reich a coûté la vie à 10 millions de soldats et l'URSS jouissait d'un prestige international, que même les révolutionnaires bolchéviques de 1917 n'auraient pas imaginé. Musy, dépité par ce désastre, retourna dans son château de Middes pour se faire oublier. Pour le Vatican, la victoire de Staline sur l'Allemagne était aussi vécue comme l'Apocalypse. Et les vieilles complicités servirent à la fuite des criminels de guerre nazis vers l'Amériques du sud. Cachés dans certains monastères du Tyrol, une partie d'entre eux avaient obtenu un passeport humanitaire de la Croix Rouge suisse pour embarquer, en toute impunité, dans le port de Gêne pour l'Argentine. Làbas, ils se retrouvaient à la maison, à San Carlos de Bariloche, une station touristique construite par des Bavarois, au bord d'un lac, dans une vallée de la Cordillère des Andes. Les Américains le savaient. Des contacts furent établis avec ces nazis à la retraite qui allaient leur être d'une grande utilité pour contrer les révolutions communistes, qui se préparaient sur le continent sud américain. Mais ça c'est encore une autre histoire qui ne concernait plus la vie de l'ancien conseiller fédéral qui s'était achevée, le 19 avril 1952, à l'hôpital cantonal de Fribourg.



#### Sources d'information

L'essentiel du texte est une interprétation d'une thèse de doctorat, soutenue par **Daniel Sebastiani** devant la Faculté des lettres de l'Université de Fribourg, en février 2004. «*Jean-Marie Musy (1876-1952), Un ancien conseiller fédéral entre rénovation nationale et régimes autoritaires*». Mille pages fouillées qui rapportent bien le climat politique de notre pays pendant cette moitié du XXème siècle.

### **Bibliographie**

#### **Thèse**

Sebastiani, D. (2004) *Un ancien conseiller fédéral entre rénovation nationale et régimes autoritaires*. Fribourg, Faculté des lettres de l'Université de Fribourg.

http://doc.rero.ch/record/8083

#### Travail de maturité

Pollien, M. (2015) Petitpierre face à Staline. Lausanne, Gymnase Auguste Piccard

http://www.auguste-piccard.ch/pages/TM-PDF/TM2015/TM2015Pollien.pdf

### **Livres**

Batou, J. (2012) Quand l'esprit de Genève s'embrase. Lausanne, Edition d'en bas.

Eizenstat, S. E. (1997) Le Rapport Eizenstat. Ed. Le Nouveau Quotidien ERI.

Steinacher, G. (2015) Les Nazis en fuite. Paris, Edition Perrin.

#### Sites internet consultés

https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc.do, consulté le 12 janvier 2017

http://www.masonicagra.ch/images/revue%20masonica/articles\_choisis/Article%20sur%20int itiative%20Fonjallaz.pdf, consulté le 28 décembre 2016

http://www.voltairenet.org/article188910.html, consulté le 9 avril 2016

https://presselibre.wordpress.com/2012/04/30/berlin-avril-1945-dernier-carre-dune-europe-qui-va-mourir/, consulté le 14 juin 2016

https://alencontre.org/suisse/guisan-1918-1934-1940-les-constantes-d'une-mission.html, consulté le 14 juin 2016

http://www.cooperation.ch/5172183, consulté le 14 juin 2016

https://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Congrès\_international\_fasciste\_de\_Montreux\_1934\_(caricature).jpg, consulté le 14 juin 2016

#### **Illustrations**

Photo J-M Musy, <a href="https://www.bv34.admin.ch">https://www.bv34.admin.ch</a>

Col de Jaman dessiné par JC Cochard